

2 juin 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Helmut Kohl, Chancelier de RFA, sur la préparation du conseil européen de Hanovre et du sommet de Toronto, la construction européenne et la rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev, Evian, jeudi 2 juin 1988.

LE PRESIDENT.- Vous savez que le Chancelier Kohl et moi-même venons de nous réunir comme nous le faisons régulièrement depuis plusieurs années. Hors des rencontres officielles, des sommets européens ou industriels, deux fois par an, au moins, nous nous retrouvons dans des rencontres informelles, sans ordre du jour, où nous parlons de choses dont nous convenons. C'est ce que nous avons fait aujourd'hui, à Evian. A tour de rôle, le Chancelier et moi-même, nous nous rendons soit en République fédérale, soit en France.

- Aujourd'hui, nous avons à préparer la rencontre de Hanovre qui aura lieu à la fin de ce mois. Et nous avons également en perspective le sommet des pays industrialisés de Toronto dans moins de trois semaines où sont en jeu les intérêts de l'Europe, dont l'Allemagne fédérale et la France ne sont pas seuls dépositaires, mais qui nous intéressent. Et les relations bilatérales exigent des rencontres, des conversations, des mises au point, étant entendu que nous persévérons dans une bonne entente qui nous permet d'aborder les échéances de la meilleure façon. Je vais dire au Chancelier Kohl le plaisir que j'ai de le recevoir en France, et particulièrement à Evian, par cette belle journée. Je vais le raccompagner dans un moment à Genève, après quoi, il rentrera dans son pays. Comme je viens de vous le préciser encore à deux reprises ce mois-ci, nous pourrons poursuivre cette conversation.

- Nous avons naturellement parlé aussi de ce qui se passe en dehors de nous, la rencontre de Moscou entre le Président des Etats-Unis et le Secrétaire général du parti communiste soviétique. Mais bien entendu, notre principale préoccupation reste la construction de l'Europe. Voilà ce qu'a été notre conversation, je vais laisser la parole au Chancelier, en le remerciant d'avoir bien voulu se rendre de cette façon à ce rendez-vous.

- Souhaitez-vous poser quelques questions, nous avons peu de temps puisque le chancelier va partir à 17h10 ?\

QUESTION.- Une question au Président de la République et le chancelier : est-ce que vous auriez parlé d'une succession éventuelle de monsieur Delors à la tête de la commission européenne avec quel résultat ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons évoqué la composition de la commission et son renouvellement, mais nous nous en sommes tenu à quelques suggestions. Les décisions ne pourront être prises qu'à douze. Donc nous sommes hors d'état pour l'instant de vous dire autre chose. Nous n'avons pas à prendre de décision pour les pays membres de la Communauté.

- QUESTION.- Vous continuez de parler de la voix de l'Europe à Moscou, est-ce que vous avez le sentiment en vous même que cette voix de l'Europe s'est fait suffisamment entendre à Moscou au cours des entretiens entre M. Reagan et Gorbatchev ?

- LE PRESIDENT.- Il ne faut pas confondre. A Moscou se sont poursuivies les conversations sur le désarmement entre les deux pays qui se trouvent dotés d'arsenal nucléaire considérable et qui pour l'instant ne discutent que de leur propre désarmement. Donc, l'Europe ne veut pas entrer dans ces discussions. Et d'un pays comme le mien, la France ne désire pas se trouver autour de la table sur une discussion qui ne le concerne pas. Il faudrait que d'immenses progrès fussent accomplis pour en aller autrement. Bien entendu, les deux partenaires ont parlé d'autres choses, on le sait bien. Et tout ce qui touche au désarmement et donc à la paix nous intéresse quand même. Moi, j'ai l'impression que les choses ont quand même avancé. Le seul fait d'une rencontre, d'une nouvelle rencontre, de la présence du Président des Etats-Unis d'Amérique en Union soviétique, tout cela c'est la bonne direction. Mais, si j'avais à donner maintenant de mon point de vue, une priorité aux futures négociations, je les placerais sur le -plan des armements conventionnels en Europe.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous permettez encore un mot, est-ce que vous avez le sentiment que monsieur Reagan a eu raison de défendre aussi fort qu'il l'a fait à Moscou les droits de l'homme ?

- LE PRESIDENT.- Mais, certainement.

- QUESTION.- ... vous allez rencontrer M. Gorbatchev prochainement ?

- LE PRESIDENT.- C'est probable, c'est donc beaucoup plus que possible. C'est probable... Je vous les donnerai quand je les connaîtrai.

- QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas discuté.\

QUESTION.- On parle beaucoup, monsieur le Président, de la création d'une banque européenne, est-ce que vous en avez parlé aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé, nous avons parlé des libéralisations des mouvements de capitaux. Ce sera l'un des sujets majeurs des prochaines délibérations communautaires. Il s'agit de mettre au point la directive sur cette question. Les différents pays - dont la France - ont des questions à poser. Mais d'une manière générale, c'est la direction à prendre et nous entendons la prendre, nous la France, et ne pas empêcher l'Europe d'avancer dans cette direction.

Simplement nous voulons lier une certaine discussion sur la libéralisation des mouvements de capitaux avec l'évolution des charges fiscales des différents pays en cause. Nous n'en faisons pas une condition préalable, mais nous estimons que c'est une discussion qui doit être menée, disons, en même temps. Discussion sur une banque centrale européenne, vous savez que c'est un objectif qui nous convient, nous l'avons nous-même proposé. Il faut qu'un certain nombre de personnalités représentant les douze pays soient conduites à en débattre dans les semaines et les mois qui viennent.

- QUESTION.- ... objectifs précis au sommet de Hanovre ?

- LE PRESIDENT.- Des objectifs précis ? Ils sont très précis, ils sont très concrets mais ils dépendent de la Présidence allemande. C'est donc une question qui est proposée au chancelier.

- QUESTION.- ... et notamment de la législation ... ?

- LE PRESIDENT.- Vous posez la question à qui ?\

QUESTION.- Vous avez ensemble parlé de la situation politique en France ?

- LE PRESIDENT.- Non. Ce n'est pas un sujet dont on débat dans nos rencontres...

- QUESTION.- Pourquoi pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, mais, si vous permettez, vous me dites, c'est la quatrième fois que vous me dites "pourquoi pas ?". Si vous étiez de ceux qui discutent dans ces ..., vous le feriez peut-être. Moi, je ne l'ai pas fait.

- LE CHANCELIER KOHL.- Mais, nous sommes tous les deux des spécialistes, et nous n'avons pas besoin d'en parler.

- LE PRESIDENT.- Ca nous intéresse quand même beaucoup.

- LE CHANCELIER KOHL.- Il est inévitable, bien sûr, qu'il y a un certain intérêt pour la question.

- QUESTION.- ... sur les pays endettés ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons peu parlé, cependant, comme vous le savez, ce sera l'une des questions principales c'est devenu malheureusement rituel. Depuis Venise et Tokyo en particulier

questions principales a été devenu manifestement mieux. Depuis Venise et Tokyo en particulier. Il s'agira d'un des problèmes principaux que nous aurons à traiter à Toronto, non pas à Hanovre, bien qu'à Hanovre, après tout, il ne serait pas mauvais non plus d'en parler, mais surtout à Toronto.

- A cet égard, j'adresserai, à nos partenaires de cette conférence des sept, qui sont huit en réalité avec la Communauté européenne, quelques propositions sur le problème de l'endettement. J'ai l'intention de m'adresser par écrit à ces partenaires et cette correspondance vous sera communiquée incessamment. Propositions à ces partenaires du sommet des grands pays industrialisés, cela fera l'objet d'une correspondance que j'adresserai incessamment, mais ce n'est pas un problème spécifique franco-allemand.

- Il faut lever la séance parce que le chancelier doit partir.\